

Recherche rapide de l'analyse-pays de l'OSAR du 12 janvier 2018 concernant le Sri Lanka: enlèvements de personnes tamoules ayant des liens avec les LTTE dans le district de Jaffna et dans la province du nord

Questions à l'analyse-pays de l'OSAR:

- Les personnes tamoules présentant un lien avec les *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE) courent-elles le risque d'être enlevées et torturées dans le district de Jaffna?
- Y a-t-il des cas d'enlèvements et de torture répertoriés dans la province du nord?

Cette réponse a été préparée à l'aide de renseignements puisés dans les sources qui sont à la disposition du public, et auxquelles l'OSAR a pu avoir accès dans les délais fixés (recherche rapide), y compris les informations obtenues auprès de personnes de contact compétentes.

1 Enlèvements et torture dans le district de Jaffna et dans la province du nord

Enlèvements, tortures et violences sexuelles perpétrés par les forces de sécurité étatiques, les personnes tamoules dans le nord particulièrement touchées.

Il existe de nombreuses indications crédibles selon lesquelles des membres des forces de sécurité étatiques et des militaires enlèvent des personnes au Sri Lanka, les maintiennent illégalement en détention, les torturent et les libèrent ensuite contre une rançon. Le rapport de l'*US Department of State* d'avril 2017 relève qu'il existe des allégations fiables selon lesquelles l'armée et la police enlèveraient des personnes, les tortureraient et les soumettraient à la violence sexuelle. L'*International Truth and Justice Project* (ITJP),¹ sous la direction de Yasmeen Sooka,¹ indique dans son rapport de juillet 2017 que la police et les militaires ont continué de procéder en 2016 et 2017 à des enlèvements, des arrestations illégales, des tortures et des viols de personnes tamoules, les libérant finalement contre le paiement d'une rançon. Dans tous les cas documentés par l'ITJP, les victimes d'enlèvement et de torture n'ont été arrêtées ni dans le cadre du *Prevention of Terrorism Act* (PTA), ni en vertu d'aucune autre loi. L'*Organisation suisse d'aide aux réfugiés* signalait en décembre 2016, en se référant à des rapports de l'ITJP et d'autres sources, que des personnes tamoules ont été enlevées dans le nord du pays dans des fourgonnettes «non signalisées» souvent blanches (*White Vans*) pour être en partie torturées par la suite. Plusieurs

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

T ++41 31 370 75 75
F ++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 30-1085-7



¹ Yasmeen Sooka est une avocate renommée en matière de droits humains et *Executive Director* de la *Foundation for Human Rights in South Africa*. Elle est une experte internationale de premier plan dans le domaine de la justice transitionnelle. De 2010 à 2011, elle était l'une des trois membres du panel d'experts de l'ONU qui conseillait le Secrétaire général des Nations Unies sur la responsabilité des crimes de guerre durant la dernière phase du conflit au Sri Lanka. Elle a publié divers rapports sur le Sri Lanka en 2014. Yasmeen Sooka a fait partie de la *South African Truth and Reconciliation Commission* de 1996 à 2001, puis de la *Truth and Reconciliation Commission of Sierra Leone* entre 2002 et 2004. Membre de l'*Advisory Body* relatif à la résolution 1325 des Nations Unies, elle était aussi membre de plusieurs missions consultatives de l'ONU concernant la justice transitionnelle en Afghanistan, au Burundi, au Kenya, au Népal et en Ouganda. En outre, elle conseille régulièrement le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse.

personnes de contact sur place interrogées par l'*UK Home Office* en juillet 2016 (*Sampanthan/Sumanthiran, Fr. Elil Rajendram, Tamil Civil Society Forum*) mentionnaient également que les forces de sécurité étatiques enlèvent et emprisonnent des personnes tamoules, en particulier dans le nord du pays (*UK Home Office, 2017*). D'après l'*UN Committee Against Torture (UNCAT, 2017)*, des rapports crédibles indiquent que la pratique de «*White-Van-Abductions*» de personnes tamoules n'aurait pas cessé dans les années suivant la fin du conflit armé. Environ 48 localités ayant servi entre 2009 et 2015 pour commettre des actes de torture ou comme station de transit vers d'autres localités pour des tortures auraient ainsi été identifiées. Le Comité a reçu des informations selon lesquelles de nombreuses personnes soupçonnées d'une quelconque connexion avec les anciens *Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)*, parfois même très éloignée, ont été enlevées et brutalement torturées. Ce faisant, des hommes et des femmes auraient souvent été victimes de violences sexuelles et de viols. Aussi bien des membres de l'armée que de la police auraient, selon l'*UN Committee Against Torture*, perpétré ces tortures et viols dans des centres de détention non officiels, notamment dans certains quartiers généraux de forces de sécurité, des camps de l'armée, des camps de personnes déplacées (*Internally Displaced Persons – IDPs*) et des centres de réhabilitation.

Enlèvements et tortures systématiques approuvés au sein des structures de commandement des forces de sécurité étatiques. Selon l'ITJP (juillet 2017), il existe de fortes indications que les cas d'enlèvements et de tortures documentés par l'ITJP ont lieu de manière systématique et sont approuvés par les structures de commandement des forces de sécurité de l'Etat. Les enlèvements et la torture ne sont pas, d'après le rapport de l'ITJP (juillet 2017), le résultat d'actions de certains «mauvais éléments» («*rotten apples*») de rang inférieur au sein des forces de sécurité. Des personnes touchées auraient ainsi décrit que des officiers de haut rang étaient présents dans les chambres de torture. Après que les victimes de mauvais traitements aient fui, leurs familles auraient été surveillées par des agents des services secrets, afin d'assurer leur silence. Les personnes capturées ont en outre été détenues dans des cellules spécialement aménagées à cet effet et les salles d'interrogatoire étaient équipées d'instruments de torture. Les empreintes digitales des victimes ont par ailleurs été enregistrées de façon biométrique avec des instruments qui ne seraient pas utilisés par le crime organisé. De plus, sur la base de témoignages, il est possible de conclure au recours à un système d'information sophistiqué lors des interrogatoires, où des informations provenant d'interrogatoires antérieurs étaient collectées et mises à disposition des nouvelles équipes d'interrogatoires. Cela indique un degré élevé de coordination centrale et laisse dénoter une gestion des données par les services de renseignement.

Arrestations s'apparentant à des enlèvements par des acteurs étatiques, torture courante en détention, en particulier contre des membres présumés des LTTE. Des indices laissent aussi suggérer que des membres des forces de sécurité étatiques et des militaires arrêtent parfois des personnes dans le cadre d'actions semblables à des enlèvements sans s'identifier comme des représentants des autorités. Les personnes touchées réapparaîtraient ensuite – à la différence des cas documentés par l'ITJP – en garde à vue policière. Interrogé par l'*UK Home Office* en juillet 2016, l'*UN Senior Human Rights Advisor in Sri Lanka* déclarait ainsi au sujet des arrestations effectuées en 2015 et s'apparentant à un enlèvement sans identification adéquate

qu'il ne s'agissait pas à proprement parler de «disparition forcée» comme les années précédentes, étant donné que les personnes réapparaissent par la suite en garde à vue policière.

Selon l'*UN Senior Human Rights Advisor in Sri Lanka*, la torture par la police est monnaie courante et reste impunie (*UK Home Office*, 2017). L'*Organisation suisse d'aide aux réfugiés* a aussi souligné en décembre 2016, faisant référence à de nombreuses sources crédibles, que la torture était une pratique courante et très répandue en détention.

L'ONG *Rights Now* a déclaré en juillet 2016 que les anciens membres avérés et présumés des LTTE continuent d'être placés en détention et seraient traités de manière plus défavorable que des criminels «normaux» (*UK Home Office*, 2017). Se référant à diverses sources, l'OSAR (2016) rapporte que lors d'un lien présumé avec les LTTE, les personnes concernées subissent très probablement des tortures en détention.

Culture de l'impunité. L'ITJP (juillet 2017) estime que le gouvernement actuel est complice des exactions persistantes. Ceci par son inaction, jusqu'à présent, dans la lutte pour mettre fin à la culture de l'impunité relative aux «*White-Van-Abductions*» et l'absence d'enquêtes concernant les accusations faites jusqu'ici. L'assurance du président que les forces de sécurité ne devront pas répondre juridiquement d'éventuelles violations des droits humains renforce encore cette culture de l'impunité. Le rapport de l'OSAR de décembre 2016 relève également, se référant à différentes sources crédibles, que l'impunité prévaut au Sri Lanka s'agissant des exactions, abus et tortures des forces de sécurité. Dans un entretien de novembre 2017, Yasmeen Sooka souligne que les actions du gouvernement actuel sont en contradiction flagrante avec les promesses de sévir contre la torture. Par exemple, Sisira Mendis, responsable de nombreuses tortures perpétrées dans le passé en tant qu'ancien *Deputy Inspector General* du *Criminal Investigation Department* (CID), aurait ainsi participé comme représentant officiel du gouvernement sri-lankais à la session de l'*UN Committee against Torture* qui s'est tenue en novembre 2016 à Genève (ITJP, novembre 2017).

Enlèvements avec des fourgonnettes «non signalisées» et torture documentés par l'ITJP dans la province du nord au cours des années 2015, 2016 et 2017. L'*International Truth and Justice Project* (ITJP) a publié ces dernières années plusieurs rapports crédibles comprenant des témoignages documentés au sujet d'enlèvements par le biais de *White-Vans* suivi de torture (ITJP, 2017; OSAR, 2016). Une *personne de contact de l'International Truth and Justice Project* (ITJP) indiquait à l'OSAR le 13 décembre 2017 que l'ITJP aurait recueilli à cette date des témoignages relatifs à 76 cas d'enlèvements survenus durant les années 2015 à 2017. Parmi ceux-ci, 33 remontent à l'an 2015, tandis que 34 ont été répertoriés en 2016 et neuf en 2017. D'après la *personne de contact de l'International Truth and Justice Project* (ITJP, 13 décembre 2017), la plupart des enlèvements ont été enregistrés dans la région de Vanni, y compris dans les alentours de la ville de Vavuniya.

Enlèvements suivis de torture documentés par l'ITJP aussi dans le district de Jaffna. Une *personne de contact de l'International Truth and Justice Project* (ITJP) déclarait auprès de l'OSAR le 13 et le 20 décembre 2017 qu'une partie des enlève-

ments suivis de torture documentés par le projet avait également eu lieu dans le district de Jaffna. L'ITJP a ainsi pris connaissance d'au moins sept personnes en 2015, huit en 2016 et quatre en 2017 qui ont été enlevées dans différents endroits de la péninsule de Jaffna (ville de Jaffna, Point Pedro, autres lieux). Dans un autre cas répertorié en 2016, une personne n'a certes pas été enlevée dans le district de Jaffna, mais sa famille vivant à Jaffna a cependant été interrogée, après que ladite personne ait quitté le pays.

Chiffre réel important. Il s'agit de supposer l'existence d'un nombre important de cas non répertoriés et que des cas supplémentaires sont susceptibles d'être documentés ultérieurement. L'ITJP part aussi du principe que le nombre réel est plus élevé (ITJP, juillet 2017). L'ITJP avait ainsi documenté un total de 57 cas dans le rapport de juillet 2017, alors qu'en décembre 2017, des nouveaux témoignages recueillis concernant des cas de 2016 et 2017 ont porté ce total à 76. Selon les indications de la *personne de contact de l'International Truth and Justice Project* (ITJP) du 14 décembre 2017, l'ITJP aurait pris connaissance d'autres cas, outre les 76 déjà répertoriés, pour lesquels l'ITJP n'avait jusqu'alors pas encore pu récolter de témoignage. En définitive, le rapport de l'ITJP de juillet 2017 mentionne que les témoignages relatifs aux 57 cas répertoriés à ce stade fournissaient des indices de personnes supplémentaires détenues et torturées dans le même laps de temps. L'ITJP estimait par conséquent que sur la base des informations à disposition à ce moment-là, il fallait plutôt évaluer le nombre de victimes de torture jusqu'à 103 personnes au lieu de 57. Finalement, Yasmeen Sooka déclarait dans un entretien actuel (ITJP, novembre 2017) que de nombreux cas restaient inconnus des médias, de la police et des ONG au Sri Lanka. Les médias tamouls n'exposent ainsi que rarement certains cas. Par ailleurs, les victimes de violence ne soumettraient que rarement une dénonciation auprès de la *Human Rights Commission of Sri Lanka* ou de la police. En règle générale, les victimes tentent de fuir le pays le plus rapidement possible et n'informeront souvent même pas leur famille de leur fuite. En outre, les victimes ne relatent pas leur expérience auprès des activistes d'ONG ou des journalistes locaux.

Profil des personnes enlevées et torturées (cas de l'ITJP): ethnies tamoules, activités politiques, retour de l'étranger, connexions avec les LTTE, témoins de crimes de guerre. Les cas documentés par l'ITJP concernent exclusivement des personnes tamoules. Selon les informations du rapport de l'ITJP (juillet 2017), sur la base des témoignages de personnes enlevées et torturées, il existerait souvent plusieurs raisons se chevauchant pour lesquelles les personnes touchées d'ethnie tamoule se sont retrouvées dans le collimateur des forces de sécurité sri-lankaises. D'une part, la participation à des événements commémoratifs ou l'exécution d'un travail politique de bas niveau pour des parlementaires locaux tamouls pourraient constituer un risque. Cela peut inclure la distribution de tracts ou d'affiches, la récolte de signatures pour des pétitions ou la collecte des noms de personnes disparues (ITJP, juillet 2017). Des précédents rapports de l'ITJP ont également mis en évidence des activités politiques ou critiques assez similaires à l'encontre du gouvernement qui pouvaient conduire à une mise en danger (voir OSAR, 2016).

Un retour de l'étranger peut en outre contribuer à accentuer le risque qu'une personne soit enlevée et torturée. Selon le rapport actuel de l'ITJP (juillet 2017), un nombre

significatif de personnes touchées ont été enlevées après leur retour puis interrogées sur des activités et des personnes tamoules à l'étranger.

Finalement, selon le rapport de l'ITJP (juillet 2017), un lien avec les *Liberation Tigers of Tamil Eelam* (LTTE) peut aussi conduire à l'enlèvement et la torture d'une personne. Des personnes touchées présentent ainsi un faible lien ou un statut de membre de bas niveau des LTTE sans l'avoir préalablement mentionné aux autorités et sans avoir suivi de processus de «réhabilitation». Dans certains cas, le lien des personnes enlevées et torturées réside simplement dans le fait qu'un membre de la famille était membre des LTTE. Par exemple, parmi les personnes concernées figurent des descendant-e-s d'ancien-ne-s combattant-e-s des LTTE eux-mêmes trop jeunes pour avoir été combattant-e-s des LTTE. Des anciens rapports de l'ITJP (voir OSAR, 2016) relèvent aussi que des connexions directes ou indirectes avec les LTTE constituent des facteurs pouvant engendrer un risque.

Finalement, plusieurs personnes ont été enlevées et torturées en raison de soupçons pesant sur elles de liens avec le suspect des LTTE Edward Julian. L'ancien membre des LTTE Edward Julian a été arrêté à Kilinochchi en mars 2016 après qu'une «*Suicide Jacket*» ainsi que des explosifs et des munitions aient été trouvés dans sa maison à Chavakachcheri (district de Jaffna). En relation à cet incident, au moins 28 personnes ont été arrêtées en vertu du PTA entre le 29 mars et le 26 juin 2016 (ITJP, juillet 2017).

Des rapports antérieurs de l'ITJP (voir OSAR, 2016) montrent en outre que de nombreuses victimes ont été témoins de crimes de guerre commis par les forces de sécurité sri-lankaises au cours de la dernière phase du conflit.

Interrogatoires focalisés sur le regroupement des LTTE, «opérations de nettoyage» contre les anciens membres des LTTE, financement des LTTE à l'étranger. Le contenu des interrogatoires, au regard des témoignages recueillis par l'ITJP, suggère aussi qu'un lien avec les LTTE peut représenter un risque. L'ITJP (juillet 2017) relève dans son dernier rapport que les interrogatoires des personnes enlevées et torturées en 2016 et 2017 menés en captivité par les forces de sécurité se concentraient sur des thèmes spécifiques relatifs aux LTTE. D'une part, les questions se focalisaient sur un possible regroupement des LTTE et sur un éventuel soutien financier ou autre depuis l'étranger. Les interrogateurs montraient en outre un intérêt pour des possibles connexions entre la diaspora et les manifestations au nord du Sri Lanka. Enfin, sur la base des témoignages, il y a lieu de conclure que les forces de sécurité restent engagées dans des opérations de nettoyage contre des personnes qu'elles considèrent comme des vestiges des LTTE. Un indice à cet effet ressortant des témoignages serait les photographies fixées au mur lors des interrogatoires où les visages d'ancien-ne-s combattant-e-s des LTTE étaient marqués et rayés. Des mesures sont prises en particulier contre les personnes ayant été actives pour les LTTE sous couverture et hors de la région de Vanni. Selon le rapport de l'ITJP (juillet 2017), les interrogatoires portaient également sur le soutien financier de la diaspora à des fins caritatives et la supposition des forces de sécurité que ces fonds auraient été utilisés pour les LTTE.

Modus operandi des enlèvements documentés par l'ITJP. Tous les enlèvements documentés par l'ITJP dans les années 2016 et 2017 ont été effectués avec des fourgonnettes, la grande majorité avec des camionnettes blanches sans identification claire. La plupart des enlèvements en 2015 ont également été réalisés avec des fourgonnettes blanches. D'après les indications de l'ITJP (juillet 2017), les ravisseurs en tenue civile auraient en règle générale procédé de manière identique dans le cadre des enlèvements. Ils auraient ainsi demandé aux personnes concernées leur nom et contrôlé leur carte d'identité. Ils auraient ensuite bandé les yeux des victimes et attaché leurs mains, les bâillant dans certains cas. Les informations fournies le 13 décembre 2017 par la *personne de contact de l'ITJP* laissent suggérer que les personnes ont été enlevées aussi bien à la maison qu'en pleine rue et à divers autres endroits.

Lieux de captivité identifiés. D'après les indications émanant du rapport de l'ITJP (juillet 2017), les personnes ont été transportées hors du lieu d'enlèvement et en partie amenées dans un camp de l'armée à Vavuniya, connu aussi sous le nom de Joseph Camp, où elles ont été détenues et torturées. D'autres personnes auraient été détenues dans des endroits inconnus.

Torture massive et violence sexuelle. Dans le rapport de l'ITJP (juillet 2017), les méthodes de torture utilisées par les forces de sécurité à l'encontre des personnes enlevées sont décrites en détail: Falaka (bastonnade), coups (avec des tuyaux ou des bâtons), flagellations, piétinements, battements, brûlures de cigarettes ou de barreaux en métal chaud, suffocations avec des sacs en plastique traités au piment ou à l'essence, immersions des têtes dans des récipients d'eau, attaches et ligotages à des chaises et parfois maltraitances à base de chocs électriques. En outre, des victimes de sexe masculin comme féminin ont été violées et soumises à d'autres formes d'abus sexuels. La plupart des personnes affectées ont été torturées avec ces méthodes durant des semaines voire des mois par les forces de sécurité.

Païement de rançons et sortie clandestine du pays. Tous les cas documentés par l'ITJP (juillet 2017) ont été libérés contre une rançon après une captivité prolongée et des actes de torture. Des fonctionnaires de sécurité auraient activement exigé le paiement, lorsque des familles auraient réagi, selon leur propre appréciation, trop lentement à l'enlèvement. La moitié des libérations a été arrangée par l'intermédiaire du parti tamoul proche du gouvernement «*Eelam People's Democratic Party*» (EPDP). Les acteurs intervenant dans le cadre des libérations organisent souvent aussi la sortie clandestine du pays. Les victimes ont été instruites de quitter le pays si elles voulaient rester en vie.

ITJP, novembre 2017:

«Q : Were their cases taken in record (news on print or tv or Tamil stream media) that between last year and July this year that some have been taken for question to begin with? Any families members lodged complaints in Sri Lanka? I think you are asking whether the incidents were reported in the media in Sri Lanka. Yes in a few cases that happened – in the Tamil press. A proportion of the families also filed complaints of enforced disappearance with the Human Rights Commission in Sri Lanka and the police, and some go to their local political representatives

too for help. But the majority – whether it's under the Rajapaksa government or this one – do not even go home to say goodbye to wives, mothers, children but hide and flee immediately. They don't hang around to talk to NGOs or journalists – they are bruised and burnt and bleeding, crushed and traumatised. The criminal justice system in Sri Lanka is the subject of critique by the international community including Special Procedures Mandate holders. In this context, it is hardly likely that either the victims or their families will lodge their complaints with the police in Sri Lanka. What expectation do they have of justice? (...)

Q Secretary to the Ministry of Foreign Affairs, Prasad Kariyawasam responded to the allegations on seeing the AP article titled 'Dozens of Men Describe Rape, Torture by Sri Lanka Government' published in The New York Times (NYT) on 8 November. Kariyawasam noted that "the government condemns any act of torture and will ensure that allegations of torture committed in the country will be investigated and prosecuted to the full extent of the law." SL government is urging the relevant parties to assist the government to conduct investigations into those claims. How can that be implemented in your opinion? I find it difficult to believe that anyone really believes the government any more when it says that it condemns torture. I would like to see these words matched by real action. Has anyone been charged and prosecuted for the crime of torture or sexual violence in Sri Lanka since this government came to power? If President Sirisena and Prime Minister Wickremesinghe were genuine about investigating torture they would not have brought out of retirement the former DIG of the "fourth floor", Sisira Mendis. They would not have had the gall to send him as part of the government delegation to Geneva for the meeting of the Committee Against Torture. They would not have renewed his contract after all the controversy around his visit. This man is named in the OISL report, which should merit an indictment. If the government was genuinely committed to accountability, Jagath Jayasuriya should be indicted for the crimes perpetrated during the final phase of the conflict as well as for torture and sexual violence during his tenure at Joseph camp. The recent allegations made by Field Marshal Fonseka, as well as the evidence in the OISL report, warrant this. » Source: International Truth and Justice Project (ITJP), Unpublished Ceylon Today Interview with ITJP's Yasmin Sooka, 10 novembre 2017: www.itjpsl.com/assets/press/CT-Interview-with-ITJP%E2%80%99s-Yasmin-Sooka.pdf.

ITJP, juillet 2017:

« This report establishes that in 2016/17 both the military and police in Sri Lanka continue to abduct, unlawfully detain, torture and rape Tamils. The violations remain systematic and officially sanctioned by command structures within the security forces. Victims describe senior officers coming into their torture chambers [Page 63]. A standard operating procedure continues, involving three security force teams – one abducting, one interrogating and another releasing for money [Page 18]. Once the victim has fled, their family remains under surveillance by the intelligence services in order to keep them quiet [Page 53]. This is hardly the action of low level "rotten apples" in the security forces. Detainees are held in purpose-built cells while interrogation rooms are equipped with tools for torture including metal bars from which to hang victims [Page

20]. Women officers are involved when there are female detainees and they also participate in the torture [Page 38]. **Victims also report being biometrically fingerprinted – equipment that is not used by organised crime [Page 52]. Corruption is rampant. All the victims are eventually released on payment of money by their families. Security officials actively solicit the ransoms when the families are slow to respond to the abduction [Page 59]. Half the releases were brokered by a pro-government Tamil paramilitary group, the Eelam People's Democratic Party [EPDP] which to our knowledge has never been investigated regarding this issue [Page 61]. The brokers who secure release often also arrange the human smuggling abroad, instructing the victims to leave the country if they want to stay alive. Victims in 2016/17 describe Sri Lankan immigration officials at Colombo airport being paid off by the smugglers to allow them through without any questions [Page 67]. The Vanni Security Force Headquarters in Vavuniya, known as Joseph Camp, continues to be a site for torture and rape in 2016/17, including by the Terrorism Investigation Division (TID) of the police. Seven Tamils were tortured there in 2016/17 and several heard other detainees screaming [Page 20]. There continue to be very high rates of male sexual violence reported - something that is not acknowledged within the country with the result that victims lack support [Page 41].(...)**

This report is based on 21 cases of abduction, illegal detention, torture and/ or sexual violence by the security forces in Sri Lanka that took place during 2016 and an additional 3 cases from 2017. The ITJP has in the past documented a further 33 abduction and torture cases that occurred in 2015, the details of which have largely been reflected in our earlier reports. 2017: 3 cases (male) 2016: 21 cases 2 (3 female, 18 male) 2015: 33 cases 3 (7 female, 26 male) Total: 57 (10 female, 47 male). If allowance is made for family members reported detained and tortured and the number of people heard screaming in the detention sites in 2015-17, then the overall total of victims would rise to 88. In addition, 10 of the victims of torture in 2016/17 5 described being detained in cells that were bloodstained and 5 in 2015, suggesting at least one person had been tortured. In them in the recent past though obviously it's difficult to say when. This could potentially bring the total estimate to 103 people tortured. The survivors the ITJP interviewed are now in the UK, Switzerland and Holland. Given it can take years for them to be released from detention, escape abroad and be located and interviewed by the ITJP, the size of this initial caseload is worrying because the actual number may be much higher. The ITJP is also aware of 34 additional recent victims from whom we have not yet taken testimony.

(...) Of the 2015 torture cases the ITJP interviewed, 16 individuals have already been granted asylum in the UK or Europe, and also, two of the 2016 cases. This means their accounts of torture under the Sirisena Government were found credible by European immigration authorities who are increasingly raising the bar for entry. It also means they were **deemed still at risk if returned to Sri Lanka. An analysis of these cases shows that all but four were low level LTTE cadres or child soldiers, forcibly recruited in the final stages of the war. Many were involved in low level political work for Tamil parties or in protests around human rights issues, especially that of the disappeared.**

Pinning down the precise motivation behind the abductions, torture and extortion, that continue to occur so many years after the war ended, is challenging. Witness testimony suggests a number of often overlapping reasons why a Tamil might come to the attention of the Sri Lankan security forces and suffer human rights violations and abuses. Some reasons are illustrated here: (...)

DEMONSTRATIONS & POLITICAL CAMPAIGNING *Nine Tamils were abducted in 2016/17 after involvement in commemorations and low level political work for local Tamil MPs. Some had been involved in distributing fliers and posters, soliciting signatures for petitions or collecting the names of the Disappeared. This trend is similar to earlier patterns observed in cases of torture that occurred in 2015. "I helped to set up the venues used for political meetings, put up posters and got people to sign a petition to set up a UN war crimes tribunal. I took part in the protests for those who had disappeared after surrendering to the Sri Lanka Army in the last stages of the war". "They said that I was supporting TNA, had supported LTTE, and was thinking of re-starting LTTE. They said that I had been looking for my missing brother and complaining to organisations about him, which was causing them embarrassment. They also said I had been participating in demonstrations against them, but they did not say who 'them' was".*

RETURNING FROM ABROAD *Eight of the 2016/17 victims had returned to Sri Lanka from abroad, either as students going home to see family or because they finally thought it would be safe to go back to the country after many years waiting abroad after the end of the war. "I thought that it would be safe for me to go home as my family in Sri Lanka told me that it was as there was a new government ". This follows a similar pattern to 2015 cases. Once detained, victims were asked for information about Tamils in the UK: "They asked me if I was a member of the LTTE, which I was not. They accused me of trying to restart the LTTE. They generally wanted me to become an informer for them and asked if I knew anyone involved with the LTTE in the UK. I didn't give them any names. They mentioned two names to me: I don't know who they are". Another victim who had returned to Sri Lanka after being refused asylum in a European country was asked all about his activities abroad: "I told them that when I had been in XX [country redacted to protect identity of victim] I had been involved in many protests including fasting until death events. I was also involved in a lot of the publicity work for the big protests in Geneva and would put up leaflets in Tamil controlled areas. I would also arrange funds for the protests ". Being abroad, even for employment in the Middle East, attracted the attention of the interrogators: "They tied my legs together. I saw there was a hook attached to a rope. They put the hook on the rope around my legs and suddenly I was hanging upside down from the ceiling. They removed the table and my head was now about one meter from the floor. They started beating me with wooden sticks and asked again the same questions. 'Why did you come, why were you in XX [Middle Eastern country – redacted to protect identity of witness] you have come to Sri Lanka to regroup the LTTE!'".*

EVADING "REHABILITATION" *Seven victims had low level connections to the LTTE, including 2 who were forcibly recruited as child soldiers in the final and chaotic stages of the war and had not declared this. They were told they should have gone into the Government's "rehabilitation" programme, even though persistent allegations of torture led the UN Special Rapporteur on Torture, Juan Mendez, to*

recommend in 2017 that the whole programme be closed down. Although the interrogators accused these victims of having evaded “rehabilitation”, no attempt was made to enrol them in the programme; instead they ended up being brutally tortured. No allowance is made for a person having been a child victim of the LTTE. This young 2016 torture victim described how he was first abducted by the LTTE, only to suffer abduction later at the hands of the Sri Lankan security forces: “The LTTE visited our family home at Mattalan in January 2009 and told my parents that one of their children should join the LTTE. My parents refused to send any of us and told the LTTE that we were all underage. As a result five LTTE cadres forcibly removed me from the temporary shed my family was living at the time in the No Fire Zone in Mattalan. They took me as I was the eldest and tallest. My parents tried to stop them taking me but were unsuccessful. The LTTE took me to Mullivaikkal in a pick up vehicle. I was 16 years old. I tried to resist them taking me as I was very afraid about what would happen to me, I thought it would be the end of my life”.

LTTE FAMILIES In three cases the victims were the grown-up children of former LTTE cadres but were too young to have been cadres themselves.

EDWARD JULIAN CASES Four victims detained by TID and tortured in 2016/17 were suspected of involvement with an LTTE suspect called Edward Julian accused of amassing weapons in his home in Chavakachcheri in the Jaffna Peninsula. Media reports corroborate that: “A number of Edward Julian’s acquaintances traced through his cellular telephone were targeted. Initially five persons traced via Julian’s phone were arrested in Vavuniya and Mannar districts. These were followed by more arrests all over the Northern province. Almost all of those arrested were ex- LTTE members... The mode and scale of arrests have raised much concern among family members of those arrested. They were not informed about the reasons for their arrests either but they were simply “abducted” by officers in civil dress and taken away in vehicles. This modus operandi revived fears that the “White Van” culture prevalent in the Rajapaksa regime had re- commenced under the “Yahapalanaya” regime of President Sirisena”. **None of the individuals whose cases the ITJP documented, was arrested under the PTA or any other law.**

(...) A former LTTE cadre, Edward Julian (LTTE name Ramesh), was arrested in Kilinochchi following the recovery of a suicide jacket along with explosives and other ammunition at Maravanpulavu in Chavakachcheri on 29 March 2016. According to the police, the explosives including the suicide jacket were found wrapped in a Sinhala language newspaper, which was dated 2007 (...) **A research report by human rights activists for Groundviews said at least 28 people were arrested and detained under the Prevention of Terrorism Act (PTA) in connection with the recovery of suicide jacket between 29 March and 28 June 2016.** Many of them, including Ramesh, were never produced before a court or charged. As of publication of this report, no confirmation exists that Edward Julian has been produced before a court.

(...) B. MODUS OPERANDI

All the 2016 and 2017 cases involved individuals who were abducted in vans, all of them bar three in white vans. Of the 33 cases involving torture in 2015, 20 were

abducted in white vans and 9 in vans of other colours and one in another sort of vehicle. The security forces follow a standard modus operandi during the abduction, checking the victim's name and asking for their identity card, blindfolding and tying their hands and in some cases gagging the victim if they make a lot of noise. The abductors are a team of men dressed in plain clothes.

These accounts from victims are typical: "Somebody then came from behind me and grabbed my neck, kicked me onto the floor and I fell face down. I did not see the man who grabbed me and so cannot describe what he looked like. My hands were then tied behind my back. Immediately a white van came and I was pushed into the van – in the space in the middle of the seats – so that I was lying face down in the van. When I was pushed into the van my flip flops fell off. I did not get them back. As I was being pushed into the van I saw that there was a man sitting on a seat in the van who had a rifle. I had not seen him before. I did not notice what he was wearing. Someone then blindfolded me – I did not see who he was. I do not know how many men were with me in the van as I was blindfolded. here were men in the van talking in Sinhala". "I was cycling in a back street towards my home in X [redacted]. Then a white van came and stopped next to me. Several men opened a side door of the vehicle. I thought one of them was going to ask for directions. When I began to move away from the van, one of them called out asking if I was X [name redacted]". "They dragged me into the vehicle; it was a white coloured Hiace. The middle seats were removed; there was only last row of back seats and the first row with the driver. They pushed me inside and I was lying on the side, they kicked me with their boots and I fainted". (...) In 2016-17, seven Tamils interviewed by the ITJP were brutally tortured in the main army garrison in Vavuniya, commonly known as Joseph Camp, by the TID and/or the military. (...)Several victims describe cells with either a wall of metal bars or a door with metal prison bars. This may not narrow down the identification of the site substantially but indicates a purpose built site, rather than an improvised location for a criminal enterprise. Some describe gravel under their feet as they are brought out of the van blindfolded and led to their cell. This suggests a security force site but is not conclusive; likewise the references to green paint on the walls. (...)The methods of physical torture documented in 2015 and 2016/17 are similar to previous years, namely: falaka, beating (normally with pipes and batons), whipping (often with cables and wires), kicking, punching, burning with cigarettes, branding with hot metal rods, asphyxiation in polythene bags soaked in petrol or chili powder, submerging heads in tubs of water, suspension, manacling and tying to chairs, and in some instances electrocution. In addition, rape and other forms of sexual violence and humiliation continue under the Sirisena regime. The methods of torture remain consistent and the severity of the torture is not diminishing in the cases the ITJP has studied for this report. (...) EQUIPMENT Victims repeatedly describe being transported from solitary confinement in their holding cells to larger rooms specifically equipped for torture. (...) These torture rooms are common across all accounts and suggest there is nothing opportunistic or unsanctioned about the abuse. It also indicates that torture is routine and that commanders are fully aware of the torture rooms when they inspect the military sites they run. (...) DURATION It is worth noting most victims experienced several if not most of the torture methods catalogued here and for weeks or months, in some cases right up until their release for money. (...)Of 24 individuals interviewed from 2016/17, 18 described experiencing sexual violence. One additional man was too fragile to discuss his most recent sexual abuse, but he had already been subjected to

anal rape previously in Joseph Camp. This high level of sexual violence is in keeping with previous ITJP findings. (...)

A. THE QUESTIONS (I) REGROUPING THE LTTE *The interrogations in 2016/17 focused on corroborating the mythology perpetuated by the security forces that the LTTE is regrouping. There is no evidence to suggest the LTTE is actually regrouping, but the mythical threat helps to justify a large military occupation with its concomitant economic interests in the north east of Sri Lanka eight years after the end of the war (...). (II) MOPPING UP* *The security forces are still involved in a mopping up operation against those considered to be remnants of the LTTE, especially those who worked undercover for the organisation outside the Vanni and were hiding in other cities or abroad. Testimony shows the security forces continue to hunt down LTTE members. "There was a small table, a chair, a typewriter and photographs on the wall of LTTE fighters. I knew they were LTTE fighters as they had LTTE uniforms on. The faces of the LTTE fighters had been circled in a red marker pen and a cross put next to them ". It also emerges from testimony that a sophisticated information management system exists where previous interrogation records are being stored and which are made available to new teams during subsequent interrogations, indicating a high degree of central coordination and intelligence data management. One witness was asked about his sibling (also tortured) who had escaped by paying a bribe after the war; his interrogators said they had proof that his sibling had been detained and bribed his way out and escaped. (...)*

(III) TRACKING THE MONEY *Since 2009 the security forces have shown avid interest in the hidden monetary assets and weapons of the LTTE. Now they are also focused on foreign funds for charity work coming into the country from the diaspora (...).*

D. FINGERPRINTING *The practice of fingerprinting the victims is one of many factors that suggests the unlawful detention and torture is sanctioned by the wider security force structure rather than the covert opportunistic practice of a few "rotten apples". Recent testimony suggests the Sri Lankan authorities are now using biometric fingerprinting technology in their torture sites: this technology was only introduced for passports in Sri Lanka in August 2015..*

(...) What emerges from witness testimony is the continued use of informants and plain clothes intelligence officers, often with cameras, to surveil the Tamil population in the north and east and around the globe at diaspora events. Several victims believe they were abducted because of their participation in commemorations in northern Sri Lanka to mark the end of the civil war (18 May) in both 2015 and 2016 and also Heroes Day (27 November) in 2015 and 2016. The fact that these Tamil remembrance events were allowed to occur at all was hailed by the international community as a sign of progress on the part of the Government; this is obviously not the case, if some of those who participate are at risk of torture as a result.

(...) The UN Investigation into Sri Lanka described the modus operandi of "white van" abductions and established that "incidents of sexual violence were not isolated acts

but part of a deliberate policy to inflict torture” by the security forces. **Nothing has been done by the new Government to break this culture of impunity**, even when a torture site first identified by the ITJP was corroborated by a visiting WGEID team. **After two and a half years in office, the Government’s failure to investigate past allegations makes it complicit in the continuation of the violations.** There has also been no attempt to vet public officials despite the commitment in UNHRC Resolution 30/1 to do this. Instead, the Government has rewarded alleged torturers and officials allegedly implicated in war crimes. (...)The **President has reassured the security forces in person and in public that not one of them will be charged with human rights violations, which reinforces the culture of impunity.** The UN High Commissioner for Human Rights has made it clear another domestic mechanism will not have the trust of victims after so many have failed to deliver justice. Furthermore, **the limitations in the current criminal justice system render it incapable at this point of delivering justice for serious crimes.**» Source: International Truth and Justice Project (ITJP), Unstopped 2016/17, Torture in Sri Lanka, juillet 2017, p. 5-6; 8; 10; 13-16; 18-19; 35-37; 39; 48-49; 52; 77 : www.itjpsl.com/assets/ITJP_unstopped_report_final.pdf#english.

OSAR, 2016:

«Folter als übliche Verhörmethode von Militär und Polizei, Hierarchie und Operationsweise der Sicherheitskräfte bleiben die gleichen wie vor dem Machtwechsel 2015. **Das UN Committee Against Torture (CAT) zeigt sich in seinem Bericht vom 30. November 2016 äusserst besorgt, dass es übereinstimmende Berichte von sri-lankischen und UNO-eigenen Quellen, darunter auch des UN Special Rapporteur on Torture, gibt, welche belegen, dass Folter bei regulären Untersuchungen durch das Criminal Investigation Department (CID) der Polizei in einer grossen Mehrheit der Fälle gang und gäbe ist. Dabei spiele es keine Rolle, welcher Tatverdacht vorliege.** Bei der staatlichen Menschenrechtskommission wurden zwischen Januar 2015 und August 2016 628 Beschwerden wegen Folter eingereicht. **Die NGO Freedom from Torture hat in ihrem Bericht vom 16. Oktober 2016 22 Folteropfer seit den Wahlen im Januar 2015 dokumentiert. Die Betroffenen seien durch staatliche Sicherheitskräfte inhaftiert worden (CID, TID, Polizei, «Security» und Armee) und in Gefängnissen, Camps, Polizeistationen und Armeestandorten gefoltert worden.** Der SEM-Bericht vom 5. Juli 2016 verweist auf eine Studie des International Truth & Justice Project Sri Lanka (ITJP) vom Januar 2016, die über 20 Fälle von Folter im Jahr 2015 berichtet. Die Täter seien unbekannt. Es seien aber die Taten einer «gut organisierten Maschine, die weiterhin innerhalb der sri-lankischen Polizei und dem Militär gedeihe, angetrieben durch Erpressung». Weitere im SEM-Bericht zitierte Expertinnen und Experten gingen ebenfalls davon aus, dass «Folter in Sri Lanka ein Teil des Systems» sei; der SEM-Bericht verweist in diesem Zusammenhang auf die «Militarisierung der mehrheitlich tamilischen Bezirke wie auch die Hierarchie der Sicherheitskräfte und deren Art zu operieren», die «nach dem Machtwechsel 2015 unverändert geblieben» seien. Auch gemäss einem im SEM-Bericht zitierten sri-lankischen Menschenrechtsaktivisten müssen Misshandlungen und Folter durch die Polizei als systematisch eingeschätzt werden, auch wenn ihre Zahl in den letzten Monaten abgenommen habe. Zwar seien nicht nur Tamilinnen und Tamilen betroffen. Diese seien jedoch in der Vergangenheit oft schwereren Formen von Folter ausgesetzt gewesen. (...)

Straflosigkeit der Täter, Vergeltung gegen Zeugen und Opfer. Nach Angaben des UN Committee Against Torture (CAT) vom 30. November 2016 bleiben die **meisten Fälle von Folter durch staatliche Akteure straflos und werden nicht untersucht**. Nur in 17 Fällen von Folter kam es seit 2012 zu einer Anklage und nur in zwei Fällen zu einer Verurteilung. Dies steht in grosser Diskrepanz zu den 2259 Fällen, welche der sri-lankische n Menschenrechtskommission in derselben Zeitspanne gemeldet wurden. **Der UN Special Rapporteur on Torture beschrieb dies am 7. Mai 2016 als eine Kultur der «totalen Straflosigkeit».** Das UN Committee Against Torture zeigt sich in seinem Bericht vom 30. November 2016 besorgt, dass Folteropfer sich aus Angst vor Vergeltung nicht trauen, die Übergriffe durch die Polizei zu melden. Das Komitee zweifelt, ob die vorgesehenen staatlichen Organe Opfer und Zeugen wirklich Schutz bieten und Untersuchungen zu Anschuldigungen durchführen. So sind die «Special Investigative Unit» und die gesetzlich vorgesehene «Victim and Witness Protection Division» institutionell und hierarchisch innerhalb der Polizei angesiedelt, obwohl diese für die Mehrheit der Folterfälle verantwortlich ist. 47 Das UN Committee Against Torture ist ernsthaft besorgt, dass der sri-lankische Staat den Sicherheitssektor nicht reformiert. So zeigte sich das **Komitee alarmiert, dass Sisira Mendis, der aktuelle Chef des nationalen Geheimdienstes, Teil der offiziellen sri-lankischen Delegation an der Session des Komitees im November 2016 in Genf war. Mendis soll als früherer «Deputy Inspector General» des CID (in den Jahren 2008 bis 2009) für zahlreiche Folterungen in der Vergangenheit verantwortlich sein. (...) Entführungen mit weissen Lieferwagen («White-Van-Abductions»), Folter und Vergewaltigungen im Vanni-Gebiet. Auch im Jahr 2016 kommt es im Vanni-Gebiet gemäss verschiedener Quellen zu den berüchtigten Entführungen mit weissen Lieferwagen («White-Van-Abductions»). Nach am 15. Oktober 2016 gemachten Angaben einer Kontaktperson soll es so beispielsweise im Oktober 2016 zwei solche Entführungen in Kilinochchi und Vavuniya gegeben haben. Tamil Net berichtete entsprechend über die Entführung eines 36-jährigen tamilischen Geschäftsmannes in Kilinochchi vom 12. Oktober 2016. Die betroffene Person tauchte fünf Tage später mit inneren Verletzungen und Symptomen eines Schocks wieder auf. Ein weiterer Fall betrifft die White-Van-Entführung eines 26-jährigen tamilischen ehemaligen und «rehabilitierten» LTTE-Mitglieds in Kilinochchi (Tamil Net, 30. August 2016). (...) Die Berichte des International Truth & Justice Project Sri Lanka (ITJP) vom Januar 2016 und Oktober 2016 dokumentieren, dass im Jahr 2016 sieben tamilische Männer und im Jahr 2015 19 tamilische Männer und sieben tamilische Frauen im Rahmen von «White-Van-Abductions» durch sri-lankische Sicherheitskräfte gefoltert und meist auch sexueller Gewalt ausgesetzt wurden. Diese Übergriffe fanden unter anderem auch im Vanni-Gebiet statt. Im Bericht werden explizit ein Armeelager im Norden des Landes, das Vanni Security Force Headquarter in der Stadt Vavuniya, das TID-Hauptquartier in Colombo sowie weitere geheime Lager als identifizierte Orte genannt, an denen Personen gefoltert wurden, einschliesslich durch sexuelle Gewalt.**

(...) **Potentielle Opfer von «White-Van-Abductions»:** Personen mit vermuteten LTTE-Verbindungen, mit politischem Engagement gegen Regierung oder für Menschenrechte, Angehörige von Verschwundenen, Zeugen von Kriegsverbrechen. Viele der von ITJP im Oktober 2016 dokumentierten entführten und gefolterten Personen seien vor ihrer Entführung in friedliche Demonstrationen

oder Wahlaktivitäten involviert gewesen, welche mehr Rechte für Tamilen forderten. Zum Beispiel hätten sie an Kampagnenveranstaltungen von Parlamentariern der Parteienallianzen Tamil National Alliance (TNA) und der Tamil National People's Front (TNPFF) während der Präsidenten- und Parlamentswahlen im Jahr 2015, an Gedenkveranstaltungen zum Ende des Konflikts teilgenommen oder sich für die Aufklärung des Verbleibs ihrer während des Konflikts verschwundenen Angehörigen eingesetzt. In einigen Fällen sind laut ITJP Personen zum Ziel geworden, welche sich entschlossen hatten, sich politisch kritisch gegenüber der Regierung zu engagieren, wie zum Beispiel durch die Teilnahme an einer Demonstration. Aussagen von einigen Opfern weisen darauf hin, dass die Opfer davon abgebracht werden sollen, sich politisch oder im Menschenrechtsbereich zu engagieren. Darunter fallen auch Familien, welche Informationen über ihre verschwundenen oder von Sicherheitskräften inhaftierten Angehörigen einfordern. Schliesslich seien viele der Opfer Zeugen von Kriegsverbrechen der sri-lankischen Sicherheitskräfte während der letzten Phase des Konflikts gewesen.

In einigen Fällen sei eine direkte oder durch Familienangehörige bestehende Verbindung zur LTTE ein Faktor gewesen. Aussagen von Opfern weisen darauf hin, dass die Täter ihre Opfer nach ethnischen Kriterien auswählen und Bestrafung und Rache gegen die LTTE auch Kernmotivation seien.

Inhaftierung und Folter von mit der LTTE in Verbindung gebrachten Zivilpersonen. Der UN Special Rapporteur on Torture erwähnt in seinem Bericht vom 7. Mai 2016, dass die Wahrscheinlichkeit steigt, dass das TID die Betroffenen während Haft und Verhören foltert und misshandelt, wenn die Behörden eine Bedrohung der nationalen Sicherheit vermuten. **Bezüglich Verbindungen von Folteropfern zur LTTE gibt der Bericht der NGO Freedom from Torture (FFT) vom Oktober und Mai 2016 Anhaltspunkte. 14 von 16 von FFT gerichtsmedizinisch dokumentierte oder sich bei FFT in Therapie befindende Folteropfer seit dem Regierungswechsel Anfang 2015 hätten tatsächliche oder von den Tätern behauptete Verbindungen zur LTTE gehabt, zum Teil auch nur sehr schwache.** Laut USDOS waren im Jahr 2015 Angehörige des Militärgeheimdienstes und anderer Sicherheitsdienste – teilweise wohl auch zusammen mit paramilitärischen Gruppen – für die dokumentierte und undokumentierte Inhaftierung von Zivilpersonen verantwortlich, die einer Verbindung zur LTTE angeklagt wurden. Befragungen in diesem Zusammenhang beinhalteten manchmal Misshandlungen und Folter. Entlassene Personen seien unter Androhung von erneuter Festnahme oder Tod gewarnt worden, keine Informationen über ihre Festnahme und Inhaftierung bekannt zu geben.» Quelle: Schweizerische Flüchtlingshilfe (SFH), Sri Lanka: Situation im Vanni-Gebiet, Themenpapier, 18 décembre 2016, p. 7-12: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/asien-pazifik/sri-lanka/161218-lka-vanni.pdf.

UK Home Office, 2017:

«Meeting with an official from Rights Now, a non-governmental organisation (NGO), 11 July 2016 (...) **Real or perceived association with LTTE Are people still arrested and detained because they are perceived to have a connection with the former LTTE? 1.3.1 Yes. Rights Now is aware of two former cadres being arrested and**

detained in the North. It is not aware of any such occurrences in Colombo. Such individuals are treated worse than “normal” criminals.

(...) Meeting with the Tamil National Alliance (TNA), 11 July 2016 (...) The meeting was held with Mr. Sampanthan (Leader of the Tamil National Alliance (TNA) and Mr. Sumanthiran (Tamil lawyer, politician and Member of Parliament) (...) **Abductions still happen in the North and East, some scarring happens.** Two arrests were made recently. The TNA received a report from a mother who said her son had been abducted two months ago, which it investigated. (...)

Meeting with the Tamil Civil Society Forum, 13 July 2016 (...) **Are people still arrested and detained because it is perceived they have a previous connection with the LTTE?** 5.2.1 **People are abducted, not arrested. There are no police visible when people are taken away, no documents produced and people are moved about between detention places randomly. They are taken to ‘Boosa’ [detention camp]. They are not bailed, just detained.** About 6 people have recently been detained and not bailed, but the new government has also released many people, about 45 people have been bailed in political cases. 5.2.2 **There is fear of being picked up – people are reluctant to come forward – they have lost a lot and do not want to lose anymore.** Some people are fleeing the country, others are being kept silent. 5.2.3 Young people who are not involved in politics however, do not have this fear, but those who are, are not free to speak openly about their political thoughts. No one wants to be in any photographs. People are very careful in public, no one knows what will happen at the next election – if the regime will change, people do not want to expose themselves. **Would a former LTTE sympathiser’s family be questioned/ detained in the absence of the wanted person?** 5.2.4 **A suspect’s family would be harassed, as was the case with a local family which had 2 ex-cadres in it.** Families of higher social standing in urban areas are likely to be watched, but people with lower socio-economic status, such as those that live in out of the way rural areas, would suffer harsher treatment. 5.2.5 There is mental torture, for mothers whose sons are taken away. Even when released days later, mothers are subjected to mental cruelty, not knowing what will happen. (...) 5.2.7 At least four people (former LTTE cadres who claimed asylum) who have returned from Europe in the last year have been harassed. The authorities know that people are trying to arrange LTTE activities outside of Sri Lanka and they will want to stop this happening, so there will be suspicion.

(...) Meeting with Fr. Elil Rajendram SJ 14 July 2016 (..) In 2015 Elil was aware of a young woman, a media person, who had returned to Sri Lanka after 7 years in India. When she had left Sri Lanka, she had been forced to give her jewellery in payment of a bribe, as at the time she had no money. On returning to Colombo airport, she was apprehended on the aeroplane by CID [Criminal Investigation Department] officers. She didn’t go through immigration and in order to get away she had to pay a bribe of 700,000 LKR. It was thought that the Embassy in Chennai had warned the CID she was returning. **She was under surveillance for six months in Sri Lanka and after this time an attempt to abduct her was made but she managed to evade escape and the men with the white van who had come to get her. The woman stayed in Jaffna for a while, but it is not known where she is now.** (...) Are you aware of the profile of people who are arrested/detained? 8.1.6 **Usually the people who are abducted are [male] and middle aged (since many who left in the 1980/90s were in**

their 20s). They are generally excombatants and their associates (at the time of the conflict, all people were associates). 8.1.7 People are usually abducted at night in their homes or while travelling. Who makes the arrest? 8.1.8 3-4 men in a white unmarked van, no number plates, make the arrest. Sometimes they are in uniform, sometimes not. The person being abducted is handcuffed and blindfolded. Where are people detained and for how long? 8.1.9 Detention usually takes place in an unknown military location or the '4th floor', a "torture chamber" in Colombo operated by the CID or the '2nd floor' operated by the TID [Terrorism Investigation Division], or in Boosa prison. 8.1.10 There was not thought to be a specific length of time for detention, but Elil knew of a person who had been detained for 11 years without charge and another who had been released after 23 years without charge. Usually people don't come back, it is very rare for a person to come back, mostly they are dead. Are detainees allowed legal representation? 8.1.11 There is no access to legal representation for individuals who have been abducted or who have disappeared in a white van. But it is also the case that some PTA detainees are denied access to legal representation, whilst some are granted access. (...)

*Meeting with a UN Senior Human Rights Advisor in Sri Lanka (A UN organisation), 21 July 2016 (...) The UN organisation is aware that some NGOs [Non-Governmental Organisations], including Freedom from Torture (FFT) have reported serious torture recently and have contested the statements of the High Commissioner for Human Rights where he mentioned that 'white van abductions' were mostly a thing of the past. The NGOs say that 'white van' abductions are still happening. **The UN organisation understands that in Sri Lankan usage the term 'white van abduction' generally refers to instances of enforced disappearances where persons abducted by unknown perpetrators in unmarked vehicles were most often never seen again. While in the last year there have been cases of police arrests conducted with unmarked vehicles, the detainees promptly appeared in police custody. The High Commissioner statement is to be understood in this sense, (i.e. enforced disappearances are mostly a thing of the past).**.. 22.1.6 There was one case of a person taken by the police in a civilian looking car, but this was reported to the Human Rights Commission (HRC) and the person was released. The UN organisation is aware that NGOs have reported these incidents as important – and they are – in the sense that a person should be arrested by a duly identified police in a marked vehicle and that the police communicate the reason for the arrest. However, an irregular arrest, while deplorable, does not equal in gravity an enforced disappearance. (...) There is a Torture Act to punish people who carry out torture, the law is good, but implementation is not. Only one case, since 2008, has ever been brought to Court. **Basically impunity cannot be denied.** 22.3.2 **It is accepted that torture is generally happening and excessive use of force is also used by the police (...)**» Source: UK Home Office, Report of a Home Office Fact-Finding Mission; Sri Lanka: treatment of Tamils and people who have a real or perceived association with the former Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE), mars 2017, p. 11-13; 19-20; 25-26; 69-70: www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/605479/Sri_Lanka_FFM_Report_11-23_July_2016_.pdf.*

UNCAT, 2017:

«Alleged “white van” abductions and torture in unacknowledged detention facilities. **The Committee expresses concern at credible reports indicating that the practice of so - called “white van” abductions of Tamils has continued in the years following the end of the armed conflict.** The Committee notes allegations of this practice documented by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) Investigation on Sri Lanka during the period 2002-2011 **as well as by non-governmental organizations, which have identified 48 sites where torture allegedly occurred or which were used as transit points to torture locations between 2009 and 2015.** The Committee notes the information received that numerous individuals suspected of having a link, however remote, with the Liberation Tigers of Tamil Eelam have been abducted and then subjected to brutal torture, often including sexual violence and rape of men and women. According to the information received, such practices are carried out by both military and police in unacknowledged places of detention, which have included law enforcement headquarters, army and internally displaced person camps and “rehabilitation centres”. While noting the State party’s position that no secret torture camps or detention centres exist at present, the Committee regrets the failure of the State party to clarify whether it investigated these recent allegations of torture (arts. 2, 12, 13 and 16).» Source: UN Committee Against Torture (UNCAT), Concluding observations on the fifth periodic report of Sri Lanka [CAT/C/LKA/CO/5], 27 janvier 2017, p. 4: <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UN-DOC/GEN/G17/020/09/PDF/G1702009.pdf?OpenElement>.

USDOS, 2017:

«There were credible reports that **police and military forces abducted, tortured, and sexually abused citizens.**» Source: US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2016 - Sri Lanka, 3 mars 2017: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2016/sca/265548.htm.